

Direction générale de l'informatique

Publication d'un avis de vacance pour la fonction de directeur général adjoint/directrice générale adjointe (AD15)

(Bruxelles)

(Article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2022/10422

Présentation

La direction générale de l'informatique (DIGIT) fournit des services numériques qui aident la Commission européenne (CE) et d'autres institutions, organes et agences de l'UE dans leurs activités administratives et politiques quotidiennes. La vision de DIGIT est d'assumer et de faire progresser le rôle de chef de file numérique au sein de la Commission. La DIGIT est responsable de la transformation numérique de la Commission européenne conformément à la nouvelle stratégie numérique afin qu'elle puisse mettre en œuvre la politique de l'UE de manière plus efficace et plus productive, en tirant pleinement parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies. La DIGIT joue un rôle stratégique et consultatif auprès des services de la Commission pour garantir la mise en place de politiques adaptées au numérique et soutenir les objectifs des services en matière de transformation numérique, en promouvant l'interopérabilité, en favorisant l'innovation, en coordonnant la gestion des données et des connaissances, et en assurant la cybersécurité et la résilience des infrastructures de la Commission.

La DIGIT soutient également les administrations publiques des États membres de l'UE dans leur processus de transformation numérique, en appliquant des règles et des principes communs en matière d'interopérabilité.

À cette fin, la DIGIT met à la disposition de la Commission et, le cas échéant, d'autres institutions, organes et agences européens:

- des solutions de haute qualité, innovantes et efficaces en matière de gouvernance: en alignant les investissements informatiques sur les activités prioritaires et la stratégie numérique, en facilitant les relations avec nos partenaires stratégiques, et en équilibrant les risques et la valeur économique pour l'institution;
- des solutions opérationnelles: en conseillant ou fournissant des systèmes d'information qui soutiennent des processus rationalisés dans le cadre de la stratégie de gouvernance des technologies de l'information de l'institution;
- des solutions «infrastructures»: en fournissant des infrastructures et des services fiables, rentables et sûrs,
- en assurant la sécurité informatique opérationnelle au sein de la Commission et la détection d'incidents de cybersécurité et la réaction en cas d'incidents;
- des solutions d'environnement de travail: en créant de nouvelles méthodes de travail et de collaboration pour le personnel en offrant des solutions informatiques.

La DIGIT comprend 5 directions basées à Luxembourg et à Bruxelles et emploie quelque 570 agents statutaires. Elle gère un budget d'environ 250 millions d'EUR. Le directeur général adjoint/La directrice générale adjointe est basé(e) à Bruxelles.

Poste proposé

Le directeur général adjoint/La directrice générale adjointe assiste le directeur général dans la réalisation de la mission, des objectifs et des priorités de la DIGIT.

Le directeur général adjoint/La directrice générale adjointe assiste le directeur général dans la gestion et la coordination de la DG, notamment en assurant la direction et la supervision des activités des services placés directement sous sa responsabilité, à savoir la direction C «Environnement de travail et infrastructures numériques» et la direction D «Services numériques». Il/Elle assiste le directeur général dans la gestion des directions opérationnelles et contribue à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie globale de la DG.

Le directeur général adjoint/La directrice générale adjointe remplace le directeur général et représente la DIGIT et/ou la Commission lors de toute réunion interne ou externe. Il/elle fera directement rapport au directeur général.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder:

Compétences d'encadrement:

- une expérience avérée de l'encadrement supérieur et de solides compétences en matière d'encadrement, avoir la capacité de diriger, d'inspirer et de motiver une organisation axée sur le service, composée de professionnels des technologies de l'information hautement compétents, dans un environnement multiculturel;
- une aptitude avérée à innover et à diriger des processus de gestion du changement, en mettant particulièrement l'accent sur les défis posés par les nouvelles méthodes de travail, d'un point de vue organisationnel;
- une expérience avérée dans l'élaboration d'une vision stratégique, capable de se traduire par une planification et une gestion efficaces des ressources humaines et financières au niveau de l'encadrement supérieur.

Compétences spécialisées et expérience:

- une compréhension et une capacité avérées à relever les défis auxquels sont confrontées les grandes organisations au cours d'un processus de transformation numérique;
- une compréhension et une expérience générale dans le domaine de la gestion et de la fourniture de services informatiques adaptés aux besoins d'une grande organisation;
- une aptitude à anticiper et à évaluer le potentiel des technologies émergentes pour mieux soutenir la transformation numérique, la gouvernance et les processus décisionnels;
- une bonne compréhension des politiques et des objectifs stratégiques de la Commission et une aptitude à trouver une adéquation stratégique entre les besoins opérationnels et les solutions informatiques.

Qualités personnelles:

- une excellente capacité d'analyse, une aptitude à identifier les points clés, à définir et à élaborer des objectifs stratégiques et à les traduire en propositions d'actions concrètes;
- une excellente aptitude à communiquer et à travailler en réseau, il/elle doit être doté(e) d'un bon sens de la diplomatie ainsi qu'une aptitude avérée à développer et à entretenir

d'excellentes relations à haut niveau avec des pairs, des parties prenantes d'autres services, institutions, organes européens ou homologues externes;

- faire preuve d'un engagement fort, d'une grande attention et d'une grande capacité à travailler sous pression.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels ci-après.

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent justifier d'au moins 15 années d'expérience professionnelle postuniversitaire¹ à un niveau correspondant aux qualifications précitées.
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale^{2**}.
- Connaissances linguistiques: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel feront l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

^{2**} Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs; et 5) le nombre de pairs.

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁵).

Outre la présente publication externe au titre de l'article 29, paragraphe 2, du statut, cette fonction est publiée en interne par la Commission européenne en vertu de l'article 29, paragraphe 1, point a) i) et iii), du statut, ainsi qu'au niveau interinstitutionnel en vertu de l'article 29, paragraphe 1, point b), du statut.

Les candidatures internes et interinstitutionnelles seront examinées avant de procéder à l'examen éventuel des candidatures externes. En conséquence, la Commission européenne se réserve le droit de ne pas procéder à l'examen des candidatures externes.

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Lorsque la Commission procède à l'examen des candidatures externes, ce jury procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine quels candidats répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

⁵ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_en (disponible uniquement en anglais)

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 15. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de 9 mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles.

Indépendance et déclaration d'intérêt

Avant sa prise de fonctions, le/la candidat(e) retenu(e) sera tenu(e) de présenter une déclaration par laquelle il/elle s'engage à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁶. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

Procédure de demande

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques requises. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁷, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **26 janvier 2023 à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription en ligne ne sera plus possible après cette date.

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europa.eu/europass/fr/create-europass-cv>